



GTF/EML-SC

Manifestation du 30 septembre, appel du SGLCE

TSGC : le traité européen d'austérités généralisées !

Rejetons le traité de tous les dangers !

Dimanche 30 septembre, portons l'exigence démocratique d'un référendum contre la ratification du traité MERKOZY. Répondant au doux nom de « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire » (TSGC), il est le résultat de l'entente libérale qui préside aux destinées de la construction européenne. C'est le dernier avatar des choix néolibéraux sur lesquels sont bâtis les précédents traités.

Après le traité de Maastricht (1992) et le traité établissant une constitution pour l'Europe de 2005 qui donnèrent lieu à des référendums, le petit dernier échapperait au choix direct des citoyens.

Pourtant, il instaure et étend des mesures d'encadrement budgétaire extrêmement contraignantes pour les salariés. Avec ce nouveau traité, c'est l'ensemble des choix budgétaires en matière économique, sociale et fiscale des états européens qui passe sous le contrôle des institutions européennes. Le critère est simple : avec le TSGC, le déficit structurel sera bloqué à 0,5 % du PIB, c'est la règle d'or ! Pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, les retraites mais aussi l'éducation, cela signifie l'austérité généralisée et à perpétuité, avec son cortège de récession et d'explosion du chômage.

À défaut, les budgets des états votés par les parlements nationaux seront recalés par l'Union européenne et les sanctions appliquées automatiquement.

L'abandon de souveraineté est manifeste et les citoyens devraient consentir à ce recul démocratique qui place la Banque centrale européenne et les marchés financiers en décideurs de ce que peuvent et ne peuvent pas les peuples des états européens.

.../...

Il ne faut pas les laisser faire ! D'ailleurs, 72 % des Français condamnent le traité.

Banques et marchés financiers veulent nous dicter leur gouvernance alors qu'ils sont responsables des crises à répétition depuis plus de 30 ans !

Grâce à eux, la crise du crédit (subprimes) a dégénéré en crise financière et le sauvetage n'a pu se réaliser qu'avec des fonds publics, ce qui a entraîné une crise de la dette.

Ce sont eux les responsables de la crise, pas nous !

Maintenant, avec le TSGC et la règle d'or, les marchés financiers et les banques mordent la main qui les a aidés, celle des citoyens et contribuables qui créent les richesses.

Contre le TSGC et la règle d'or, le SGLCE et la CGT revendiquent la justice fiscale et sociale pour l'investissement dans l'économie réelle, le plein emploi et la redistribution vers les salaires et la protection sociale ; ils rejettent l'austérité institutionnalisée dans le traité européen.

Ce sont aussi ces exigences que nous vous proposons de faire entendre avec la **pétition de la CGT « NE RATIFIEZ PAS LE TRAITÉ EUROPÉEN »** à l'adresse des parlementaires français.

Pour se faire mieux entendre de la nouvelle majorité parlementaire, le SGLCE appelle les adhérents, les salariés des entreprises des secteurs des industries graphiques de la presse et de l'information à participer à la manifestation du 30 septembre contre la ratification du TSGC.

Rassemblement du Livre parisien,

dimanche 30 septembre à 13 h 30, place de la Nation,
sous la banderole du SGLCE dans le cortège de la CGT
derrière l'Union départementale.

Parcours : Place de la Nation, Place d'Italie.

Paris, le 18 septembre 2012